

Etablissement des Diaconesses

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Etablissement des Diaconesses

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 3 rue Sainte Elisabeth 67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association Etablissement des Diaconesses,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Etablissement des Diaconesses relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06, prolongé par le règlement n° 2023-03, exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Strasbourg, le 18 mai 2026

Gilles Contesse

Associé

ETABLISSEMENT DES DIACONESSES

BILAN au 31 Décembre 2025

ACTIF	N			N-1 Net
	Brut	Amort. Prov.	Net	
Frais d'établissement	2 990,00	2 990,00	0,00	2 990,00
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :	1 391 652,16	896 427,26	495 224,90	556 817,14
Frais d'établissement				0,00
Licences, droits et valeurs similaires	19 009,41	8 998,15	10 011,26	11 753,80
Autres immo incorporelles	1 372 642,75	887 429,11	485 213,64	542 073,34
Immob incorp. en cours				
Immobilisations corporelles :	61 507 052,35	40 570 480,80	20 936 571,55	21 571 286,79
Terrains	1 100 451,32	0,00	1 100 451,32	1 109 451,32
Aménagements de terrains	272 849,73	272 849,73	0,00	0,00
Constructions	22 267 141,30	15 089 633,11	7 177 508,19	7 632 571,65
Install.Gales.Agenc.Aménag.Construct.	30 000 330,02	20 205 318,84	9 795 011,18	10 658 201,16
Installations techniques	227 883,90	202 955,23	24 928,67	32 825,49
Matériel	4 789 161,25	3 847 819,21	941 342,04	917 040,18
Mobilier	837 578,16	665 238,23	172 339,93	142 450,62
Autres immobilisations	154 544,38	286 666,45	-132 122,07	-132 122,07
Immob corp. en cours	1 857 112,29	0,00	1 857 112,29	1 210 868,44
Biens reçus par legs ou donations	583 220,00	83 220,00	500 000,00	583 220,00
Immobilisations financières :	3 051 456,29	0,00	3 051 456,29	3 009 184,04
Dépôts	314,95		314,95	314,95
Participations	2 751 790,00		2 751 790,00	2 751 790,00
Autres immobilisations financières	299 351,34		299 351,34	257 079,09
TOTAL ACTIF IMMOBILISE :	66 533 380,80	41 550 128,06	24 983 252,74	25 720 507,97
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	0,00		0,00	0,00
Créances :	12 733 791,47	848,53	12 732 942,94	12 686 369,48
Usagers et comptes rattachés	95 437,19	848,53	94 588,66	89 390,32
Créances reçues par legs ou donations	8 111,40		8 111,40	34 275,57
Autres créances diverses	12 540 532,94		12 540 532,94	12 453 568,58
Produits à recevoir	76 002,46		76 002,46	109 135,01
Charges constatées d'avance	13 707,48		13 707,48	0,00
Valeurs mobilières de placement	1 227 871,19		1 227 871,19	1 422 491,06
Disponibilités	2 141 489,83		2 141 489,83	1 926 239,30
TOTAL ACTIF CIRCULANT :	16 103 152,49	848,53	16 102 303,96	16 035 099,84
Charges constatées d'avance	0,00		0,00	15 150,05
TOTAL GENERAL	82 639 523,29	41 553 966,59	41 085 556,70	41 770 757,86

PASSIF	N	N-1
FONDS ASSOCIATIFS	32 862 754,19	32 622 902,65
Fonds associatifs sans droits de reprise	14 585 962,48	14 331 942,00
Valeur du patrimoine intégré	2 041 292,34	2 041 292,34
Autres apports	5 864 297,52	5 864 297,52
Dons en capital	865 220,31	865 220,31
Legs en capital	4 044 387,58	4 044 387,58
Subventions d'investissement aff.à des biens renouv.	1 770 764,73	1 516 744,25
Réserves	2 850 093,52	2 947 010,22
Report à nouveau	15 440 867,13	15 686 658,91
Résultat de l'exercice	-14 168,94	-342 708,48
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS :	0,00	0,00
Fonds associatifs avec droits de reprise	0,00	0,00
Legs et dons avec droits	0,00	0,00
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	0,00	0,00
Réserves réglementées	0,00	0,00
Subventions d'invest. sur biens non renouvelables	0,00	0,00
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS :	32 862 754,19	32 622 902,65
PROVISIONS		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	7 821,88	5 324,02
TOTAL PROVISIONS :	7 821,88	5 324,02
Fonds reportés liés aux legs et aux donations	9 009,50	9 009,50
Fonds dédiés	9 273,54	9 273,54
DETTES		
Emprunts, dettes financières divers	6 034 827,02	6 948 266,39
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	295 534,92	231 412,28
Dettes fiscales et sociales	202 723,63	231 794,26
Autres dettes	1 512 841,36	1 577 641,09
Charges à payer	150 583,16	132 884,13
Produits constatés d'avance	187,50	0,00
TOTAL DETTES :	8 196 697,59	9 121 998,15
Produits constatés d'avance		2 250,00
TOTAL GENERAL	41 085 556,70	41 770 757,86

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser
Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNES

Legs nets à réaliser
Dons en nature restant à vendre

COMPTE DE RESULTAT	N	N - 1
Produits d'exploitation :		
Ventes de biens et prestations de services	3 483 340,52	3 384 091,74
Cotisations	0,00	0,00
Concours publics et subventions d'exploitation	132 820,38	24 871,68
Versement des fondateurs ou conso dot. Consomptible	0,00	0,00
Ressources liées à la générosité du public	69 559,92	80 169,58
Dons manuels	68 599,00	80 169,58
Mécénats	0,00	0,00
Legs, donations et assurances-vie	960,92	0,00
Contributions financières	0,00	0,00
Reprises sur prov. et amortissements	34 974,12	54 694,98
Produits nets sur cessions d'éléments d'actif	250 000,00	0,00
Utilisations des fonds reportés	0,00	0,00
Autres produits	346 687,00	283 651,66
Total I	4 317 381,94	3 827 479,64
Charges d'exploitation :		
Achats, autres approv., autres achats	184 983,42	191 466,44
Variation de stock	0,00	0,00
Charges externes	694 453,60	642 841,67
Serv. extérieurs, personnel	4 234,07	3 933,31
Serv. extérieurs, loyers, crédit-bail immobilier	0,00	1 409,95
Serv. extérieurs, crédit-bail mobilier	0,00	0,00
Serv. extérieurs, divers	383 069,48	351 162,39
Autres services extérieurs	307 150,05	286 336,02
Aides financières	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	175 294,19	174 963,06
Sur rémunérations	42 151,94	45 677,46
Autres	181 689,25	184 126,60
Salaires et traitements	607 536,99	632 730,45
Charges sociales	262 878,23	264 191,04
Valeurs comptables d'éléments d'actif cédés	152 140,01	
Dotations aux amortissements et provisions :	2 038 649,64	2 011 508,70
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	2 001 177,66	1 975 834,02
Sur immobilisations : dotations aux provisions	0,00	0,00
Sur actif circulant : dotations aux provisions	0,00	0,00
Pour risques et charges : dotations aux provisions	37 471,98	35 674,68
Report en fonds dédiés	0,00	0,00
Autres charges	159 051,74	305 484,98
Total II	4 274 987,82	4 223 186,34
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	42 394,12	-395 706,70
Produits financiers :		
de valeurs mobilières et créances de l'actif	0,00	0,00
Reprises sur provisions et transfert de charges	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de val.mob.placement	108 192,40	134 988,39
Autres produits financiers	0,00	0,00
Total III	108 192,40	134 988,39
Charges financières :		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	116 638,18	131 764,61
Charges nettes sur cessions de val. mob. de placement	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Total IV	116 638,18	131 764,61
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-8 445,78	3 223,78
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	33 948,34	-392 482,92
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital	0,00	111 134,14
Produits nets sur cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Subv. Invest. virée au cpte de résultat	0,00	111 134,14
Reprises sur provisions et fonds dédiés	429,72	380,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
Total V	429,72	111 514,14
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	0,00	6 898,70
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeurs comptables d'éléments d'actif cédés	0,00	0,00
Autres charges exceptionnelles sur capital	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00
Total VI	0,00	6 898,70
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	429,72	104 615,44
Participation des salariés au résultat (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	48 547,00	54 841,00
Total des produits (I+III+V)	4 426 004,06	4 073 982,17
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 440 173,00	4 416 690,65
EXCEDENT OU DEFICIT	-14 168,94	-342 708,48
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total	0	0
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total	0	0



“Les Diaconesses de Strasbourg”

Strasbourg, le 18 mai 2026

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2025

PREAMBULE :

L'Association Etablissement des Diaconesses a pour but le soin des malades et l'éducation. L'Etablissement des Diaconesses pourvoit aux besoins des Sœurs Diaconesses.

A ce jour l'Etablissement des Diaconesses est composé d'une Communauté de Sœurs Diaconesses et du Siège des Diaconesses de Strasbourg. Ces deux établissements salarient leur propres personnels. Il gère par ailleurs un ensemble immobilier composé des bâtiments abritant les EHPAD Emmaüs-Koenigshoffen, Emmaüs-Centre-Ville et Maison Bethlehem et leurs annexes, le Collège Lucie Berger, le Centre de formation l'EDIAC formations ainsi que quelques appartements issus de legs. Les produits issus des loyers perçus sont utilisés d'une part pour l'entretien du parc immobilier (notamment pour les EHPAD, le collège et le centre de formation) et d'autre part pour le financement de la Communauté des Sœurs Diaconesses (loyers issus du parc locatif privé).

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Conformément aux dispositions du plan comptable, la présentation des comptes annuels 2025 a été établie suivant les principes généraux précisés ci-après.

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 et ses amendements successifs relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé.

L'association applique pour la première année le règlement 2022-06 prolongé par le règlement 2023-03 sur la modernisation des états financiers. Cette première application relève d'un changement de méthodes.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Un changement de méthode comptable est intervenu au cours de l'exercice.

Les règlements dits de « Modernisation des Etats financiers » sont d'application obligatoire dans leur intégralité à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025. Ils sont applicables aux entités qui appliquent le règlement ANC 2018-06 et concernent donc notre structure.

Ainsi, l'association a mis en œuvre, à compter du 1er janvier 2025, le règlement ANC n° 2022-06, prolongé par le règlement ANC n° 2023-03, d'application prospective et obligatoire, réformant le plan comptable en France.

L'impact de ce changement de méthode comptable au 31 décembre 2025 se caractérise principalement par :

- certains reclassements et regroupements bilanciaux ;
- la suppression des comptes de transfert de charge ;
- l'absence de résultat exceptionnel.

A/ Principaux impacts au niveau du bilan :

Il n'y a pas d'impacts significatifs

B/ Principaux impacts au niveau du compte de résultat :

Le résultat exceptionnel est à 429,72€ en 2025 alors qu'il était de 104 615,44€ en 2024 : les quotes-parts de subventions d'investissements virées au résultat s'élèvent à 109 332,54€ en 2025, elles étaient classées en produits exceptionnels en 2024.

L'aide « Parkours » s'élève en 2025 à 21 061,65€, elle était classée en charge exceptionnelle en 2024.

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCE-VIE

Les legs, donations et assurance-vie sont désormais enregistrées à la date d'acceptation.

Au bilan, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- dans le compte « créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision.,
- dans le compte « Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés dans le premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès,
- des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation,
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs ou donations ».
L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « Provision pour charges sur legs ou donations ».

Le rubrique « Legs, donations et assurances-vie » figurant dans le compte de résultat comprend les éléments suivants :

En produits

- le montant perçu au titre de l'assurance-vie ;
- le montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 ;
- le prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ;
- la reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés ;
- l'utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations ;

En charges

- la valeur nette comptable des bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés ;
- la dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés ;
- le report en fonds reportés liés aux legs ou donations.

MODES ET METHODES D'EVALUATION :

A- IMMOBILISATIONS :

Les biens immobilisés sont évalués à leurs coûts d'acquisition (TTC) pour l'ensemble des secteurs de l'Etablissement des Diaconesses.

Depuis 2005 il a été fait application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, l'association ayant opté pour un traitement prospectif.

Conformément aux règles comptables, les immobilisations inscrites au bilan sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif, l'année même de leur acquisition, et selon la méthode « prorata-temporis ».

Les principaux taux pratiqués sont fonction, pour chacun des comptes, des durées de vie des immobilisations, ou des durées d'amortissement imposées par les Organismes de contrôle (Conseil Général, A.R.S..).

Amortissements des immobilisations incorporelles:

Informatique :	mode dégressif ou linéaire – 1 à 3 ans
Autres (immobilier):	mode linéaire – 10 à 25 ans
Amortissements des agencements de terrain:	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements des bâtiments:	
Antérieurs à 1989 :	linéaire de 10 à 68ans
Postérieurs à 1989 :	linéaire de 10 à 33 ans
Amortissements des agencements de bâtiments:	linéaire de 10 à 33 ans
Amortissements des installations techniques:	linéaire de 5 à 10 ans

Amortissements des matériels médicaux et hospitaliers:	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements des matériels des services généraux:	linéaire de 5 à 12 ans
Amortissements des matériels et mobiliers scolaires:	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements des matériels de transport:	linéaire de 5 ans
Amortissements des matériels et mobiliers de bureau:	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements des matériels informatiques :	mode dégressif ou linéaire sur 3 ans
Amortissements des mobiliers généraux:	linéaire de 5 à 15 ans

Des immobilisations financières concernant des participations dans le GCSM Adassa-Diaconat, GCS ES Diaconat, GCS Clinique des Diaconesses, ont été comptabilisées.

B- STOCKS :

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré ou du dernier prix connu et ne font l'objet d'aucune dépréciation au 31/12/2025.

C- CREANCES :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il y a risque de non-recouvrement.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction d'un risque avéré, selon une estimation au réel de la charge.

D- VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des frais engagés pour leur acquisition.

Les valeurs mobilières de placement ont, le cas échéant été dépréciées par voie de provision lorsque la valeur de réalisation était inférieure à leur valeur historique.

Les intérêts des contrats de capitalisation et l'impôt afférent seront comptabilisés à leur échéance. Les intérêts en cours d'acquisition s'élèvent à environ 114K€.

E- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Conformément au règlement ANC n° 2018-06 et ses amendements successifs, les risques et charges nettement précisés quant à leur objet, dont le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante et pour lesquels une obligation existe à la date de clôture, entraînent la constitution de provisions.

F- INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE :

Les paramètres suivants sont appliqués à l'ensemble des salariés pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière :

- modalité de départ : départ volontaire à la retraite à l'âge de 64 ans
- salaire mensuel de référence : 1/12^e du salaire annuel indiqué
- taux de revalorisation annuel de salaire pour les années à venir : 1% pour les cadres ; 1% pour les non cadres
- probabilité de sortie de l'entreprise : taux de rotation de 7%
- table de mortalité : la probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02
- taux d'actualisation retenu : 3,65%

G- MONTANT DES REMUNERATIONS AUX MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION DE L'ASSOCIATION :

Aucune rémunération ou avantage en nature ne sont versés aux administrateurs de l'association.

H- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2025 PAR SECTEUR :

Communauté	10,15 %
Immeubles sous TVA	26,62 %
Autres immeubles	63,23 %

I- MONTANT DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes est provisionné pour 2025 pour 17 940 € ttc.

J- FONDS DEDIES ET FONDS REPORTES SUR LEGS :

L'Etablissement des Diaconesses a accepté lors du Conseil de Surveillance du 25 mars 2024 la succession de Mme Wagner. Cette dernière a rédigé un testament et a désigné l'Etablissement des Diaconesses comme son légataire universel. Le testament comporte de nombreux legs particuliers qui ont ou devront être reversés aux bénéficiaires expressément nommés.

Il n'y a pas eu d'évolution significative dans les comptes 2025 (Siège). Le solde du leg a été reçu du notaire venant éteindre cette créance. Les opérations de réalisation du leg se poursuivront en 2026, notamment par la réalisation de la vente de la maison rue Flach à Strasbourg.

MODES ET METHODES DE PRESENTATION :

Les comptes présentés résultent de la consolidation des comptabilités individuelles des différents établissements de l'Association.

Sont précisés, au bilan, le détail des types d'immobilisation notamment pour les matériels et le mobilier, l'Etablissement des Diaconesses disposant de structures d'hébergement et d'équipements techniques importants dans ces domaines; au compte de résultat, détail sur les loyers et crédit baux, ainsi que sur des dispositifs particuliers d'amortissement de subventions.

Les prestations internes entre secteurs ont été éliminées conformément aux principes comptables.

EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2025 :

GIMA

Il s'agit du compte de gestion des immeubles en dehors des immeubles hébergeant l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen et l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Centre-Ville.

Le résultat de l'entité est excédentaire de 330 321,54 € contre un excédent de 196 299,29 € en 2024. Cet excédent est en partie dû à la vente d'un appartement pour 250 000 € et dont la valeur nette comptable était de 136 984,80 €.

Le compte GIMA contribue au financement de la communauté selon un protocole signé en décembre 2012 qui assure un complément de recettes pour le compte Communauté à hauteur d'un SMIC net par Diaconesse ayant travaillé au sein de l'œuvre et vivant aujourd'hui dans la maison-mère. La contribution de GIMA à ce financement en 2025 s'élève à 61 559,20 €. Le restant de ce financement est assuré par les intérêts de placement de la trésorerie encaissés par le siège, à savoir 41 134,40 €.

Le fonds de dotation Bethlehem Cronenbourg dont « le conseil d'administration devra affecter l'intégralité des sommes apportées par le fondateur au soutien financier de l'EHPAD Bethlehem » a contribué à financer des travaux de la Maison Bethlehem, en versant sur le compte GIMA le montant de travaux et études réalisés en 2025 à hauteur de 363 353,02 €. Cette subvention concerne des travaux de mise en place d'un nouveau système de sécurité incendie au sein de la Maison Bethlehem.

La dotation aux amortissements et aux provisions s'élève à 1 041 171,07 €.

GIMTVA

Il s'agit du compte de gestion des immeubles occupés par les EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen et Emmaüs-Diaconesses Centre-Ville.

Le résultat de l'entité est déficitaire de 8 381,11 € contre un déficit de 44 328,90 € en 2024.

Les recettes sont principalement issues des loyers des EHPAD (et de terres agricoles) pour un montant de 858 990,61 € et d'amortissements de subventions d'investissement virées au résultat pour un montant de 71 034 €.

La dotation aux amortissements s'élève en 2025 à 902 353,06 € en augmentation de 52 398,54 €.

COMMUNAUTE DES SOEURS

Le résultat de l'entité est déficitaire de 354 894,22 € contre un déficit de 380 666,67 € en 2024. Par ailleurs certaines recettes ont baissé : les rentes vieillesse des Sœurs (- 9 k€) et le montant du protocole de financement lié au nombre de Sœurs (-5 k€).

Les besoins d'accompagnement au quotidien de nos Sœurs âgées restent un défi pour les budgets, mais une nécessité vitale pour elles. Afin d'assurer la sécurité de ce budget l'Etablissement des Diaconesses a signé un protocole avec la Communauté des Diaconesses pour abonder ce compte à compter du 1^{er} janvier 2013 par un montant équivalent à un SMIC net par Diaconesses ayant travaillé dans l'œuvre et non prise en charge en maison de retraite. Le montant de ce protocole représente 102 693,60 € pour 2025. Ce protocole ne concerne plus que 6 Sœurs Diaconesses. Il est financé par les intérêts de trésorerie (41 134,40 €) et par la gestion des immeubles (compte GIMA : 61 559,20 €).

Les recettes ordinaires du compte de la Communauté correspondent principalement aux pensions des Sœurs âgées (104 k€), à l'APA (aide à l'autonomie de la CeA) pour 4 k€, des loyers d'appartements issus de legs à la Communauté (38 k€) et au protocole de financement signé avec l'Etablissement (103 k€).

Les dépenses incluent les frais de personnel de la Communauté (3943 k€) et les frais de nourriture (service assuré par la société SODEXO dans le bâtiment) pour 55 k€ et de chauffage (54 k€).

SIEGE

Le résultat de l'entité est excédentaire de 18 784,85 € contre un résultat déficitaire de 145 876,62 € en 2024. Ce résultat s'explique par :

La plus-values et dividendes de titre inclus dans le legs Welsch, qui s'élèvent à 67 058 €, montant qui est affecté aux bénéficiaires du legs

Le siège prend en charge 50% des frais affectés à la Crèche soient 23 463 €

PERSPECTIVES 2026

L'Etablissement des Diaconesses s'est engagé dans la rénovation du bâtiment acquis sur le ban de la commune de Soultzeren pour héberger la Communauté et réaliser des séjours de répit pour des aidants. Le montant de la rénovation est estimé à 2,4 M€. Il est prévu la vente de trois appartements pour co-financer cette rénovation. Un premier appartement a été vendu pour 250 000 € en 2025, un deuxième a été vendu le 31 mars 2026 pour un montant de 250 000 €. Il est également prévu d'avoir recours à un emprunt bancaire pour environ un tiers du montant du projet.

Un projet de reconstruction de l'EHPAD Maison Bethlehem est actuellement à l'étude rue des Ducs à Strasbourg. Il convient de noter qu'en cas de confirmation de la construction du nouvel EHPAD, une partie des immobilisations en cours d'un montant de 670 K€ seraient à constater en charge, ces dernières étant strictement liées à un projet de rénovation de l'existant.

EVENEMENTS POST CLOTURE

RAS

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions volontaires en nature (CVN) représentent l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'association des biens ou d'autres services à titre gratuit.

Cette année, seule la renonciation aux frais kilométriques par la Gouvernance concerne l'Association. Compte tenu de leur caractère non significatif, l'Association ne présente pas une valorisation des CVN.